

POUR UN INVESTISSEMENT DE LA FRANCE

en faveur du Partenariat
mondial pour l'éducation



2021 est une année décisive pour l'avenir de l'éducation dans le monde. Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes éducatifs sont déjà alarmantes : rien qu'en 2021, 70 millions d'enfants - soit plus de la moitié des enfants de dix ans du monde entier - risquent de ne pas maîtriser les fondamentaux de la lecture et de l'écriture attendus d'un enfant de cet âge¹. Les filles sont particulièrement touchées : 20 millions d'entre elles pourraient ne jamais retourner à l'école². Mais 2021 est aussi une année d'opportunités et de solutions pour faire face à l'ampleur de la crise éducative. Du 28 au 29 juillet aura lieu la cinquième reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), co-présidée par le Royaume-Uni et le Kenya. Le PME est le plus grand fonds au monde dédié à l'éducation : en mobilisant des milliards de dollars et en réunissant des centaines de partenaires, c'est un Partenariat unique qui œuvre pour l'accès à une éducation de qualité dans les pays à faible revenu.

Le PME vise à rassembler 5 milliards de dollars pour mener à bien sa mission pour la période 2021-2025, et ainsi de :

- Permettre l'apprentissage de 175 millions d'enfants
- Garantir à 140 millions d'élèves une éducation de qualité grâce à des enseignantes et enseignants formés
- Scolariser 88 millions d'enfants supplémentaires, dont 46 millions de filles
- Économiser 16 milliards de dollars grâce à des dépenses éducatives plus efficaces.



Au-delà des cinq prochaines années, l'action du Partenariat vise aussi à entraîner des changements à grande échelle et à plus long terme:

- Sauver 3 millions de vies
- Sortir 18 millions de personnes de la pauvreté
- Protéger 2 millions de filles des mariages précoces
- Ajouter 164 milliards de dollars aux économies des pays partenaires.

Pour participer pleinement à l'atteinte de ces objectifs, et plus largement à l'accès à une éducation de qualité pour toutes et tous, la France devrait continuer à augmenter les financements qu'elle octroie à l'éducation des enfants dans les pays en développement³ et s'engager à **allouer 500 millions d'euros au financement du PME pour les cinq prochaines années.**

La France et le PME

2002-2020

- En 2018, la France avait co-présidé la conférence de reconstitution du PME en partenariat avec le Sénégal, et s'était imposée comme son cinquième pays donateur.
- Depuis la création du Partenariat en 2002, la contribution de la France lui a permis de scolariser plus de 6 millions d'enfants supplémentaires dans les pays partenaires du PME, dont plus de 3 millions de filles.
- La France a également contribué à l'impact global du PME depuis sa création :
 - L'économie de plus de 6 milliards de dollars dans les budgets des pays partenaires grâce à des dépenses éducatives efficaces
 - L'investissement de plus de 500 millions de dollars pour soutenir la réponse du secteur de l'éducation face à la pandémie de COVID-19.

2021-2025

Une **contribution française de 500 millions d'euros** permettrait de⁴ :

- Garantir l'apprentissage de 20 millions d'enfants
- Assurer à 16 millions d'élèves des enseignantes et enseignants formés
- Scolariser 10 millions d'enfants supplémentaires, dont 5 millions de filles.

Pourquoi investir dans le Partenariat mondial pour l'éducation ?

- **La pandémie de COVID-19 aggrave la crise mondiale de l'apprentissage.** Même avant la pandémie, nous vivions une crise silencieuse : une crise mondiale de l'apprentissage. Dans les pays les plus pauvres, 90% des enfants âgés de dix ans ne savent ni lire ni comprendre une phrase simple à l'écrit⁵. La pandémie aggrave considérablement ce retard, notamment pour les enfants dont les parents n'ont ni les compétences ni les ressources pour faire l'école à la maison. La pandémie a entraîné la fermeture d'écoles dans le monde entier, interrompant brutalement l'apprentissage des enfants et réduisant les dépenses publiques consacrées à l'éducation. Ces interruptions de scolarité pourraient entraîner un recul des progrès accomplis vers l'ODD 4, un manque à gagner de 10 000 milliards de dollars pour les écolières et écoliers touchés par la pandémie qui ne pourront plus prétendre au même salaire⁶, ainsi qu'une baisse de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers essentiels - notamment de la santé - dans les années à venir.
- **L'éducation s'impose comme un levier efficace pour réduire la pauvreté sur le long-terme.** Il nous reste neuf ans pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Parmi ces objectifs, l'ODD 4⁷ sur l'éducation occupe une place centrale : si les moyens nécessaires lui sont alloués, il peut avoir une portée réellement transformative sur les niveaux de vie des populations. L'accès à l'enseignement primaire et secondaire permettrait de sortir plus de 420 millions de personnes de la pauvreté, réduisant ainsi de plus de moitié le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté dans le monde⁸.
- **L'ampleur des besoins financiers est encore un frein pour l'accès à une éducation inclusive et de qualité.** L'aide publique au développement (APD) allouée à l'éducation est cruciale dans les pays à faible revenu, où les dépenses publiques pour l'éducation primaire

par enfant sont cinq fois moins élevées que dans les pays à revenu intermédiaire⁹. Pour donner à chaque enfant le droit à l'apprentissage d'ici 2030, l'éducation nécessiterait une augmentation des investissements dans les pays à revenu faible et intermédiaire de 1 200 milliards de dollars par an en 2015 à 3000 milliards de dollars d'ici 2030. Dans cette perspective, le PME est un excellent investissement pour la France grâce à son rapport entre coût et impact, dans la mesure où il cible uniquement les pays où les besoins sont les plus criants. Pour la période 2021-2025, 90 pays sont éligibles au soutien du PME : ces pays abritent plus de 80 % des enfants non scolarisés dans le monde.

Un investissement efficace et à fort impact

- **Le PME stimule la mobilisation des ressources domestiques dans les pays en développement**, un levier crucial dans le financement du développement. Pour recevoir une subvention du PME, les pays partenaires doivent en effet répondre à plusieurs exigences clés, notamment s'engager à augmenter leur allocation budgétaire pour l'éducation pour atteindre 20% du budget national total. Le volume total des dépenses publiques pour l'éducation des pays partenaires du PME a ainsi augmenté de 4,8 milliards de dollars entre 2015 et 2018¹⁰. Un PME qui atteint ses objectifs de financement pourrait augmenter les montants alloués à l'éducation au sein des budgets nationaux de 27 % dans les pays à faible revenu, autant de capitaux dégagés pour réformer et moderniser leurs systèmes éducatifs¹¹.



- **Le PME accompagne les pays partenaires dans leurs réformes éducatives.** Le Partenariat aide les gouvernements à remédier à certaines inefficiences au sein de leurs budgets d'éducation, ce qui a permis à ce jour d'économiser 6 milliards de dollars grâce aux gains d'efficacité dans les dépenses éducatives¹². Le Fonds fournit également une assistance technique aux gouvernements des pays partenaires, en les aidant à développer et à mettre en œuvre des plans nationaux de qualité pour le secteur éducatif.

- **Le PME assure un effet de levier sur les autres sources de financement de l'éducation.** A travers l'action de son "fonds à effet multiplicateur", le PME permet de dégager des investissements plus importants et de meilleure qualité pour l'éducation¹³. Chaque dollar investi par le biais de ce fonds permet en moyenne de mobiliser 3 dollars de financement complémentaire de la part d'autres acteurs du développement. Pour la période à venir 2021-2025, le PME vise ainsi à lever 3 milliards de dollars supplémentaires par le biais du multiplicateur¹⁴.

ETUDE DE CAS : L'ACTION DU PME AU RWANDA

Depuis 2006, les subventions du Partenariat ont soutenu des réformes éducatives afin d'améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles rwandaises. Avec le soutien du PME, les efforts du Rwanda ont porté leurs fruits¹⁵:

- Le nombre d'enfants scolarisés est passé de 24% à 30% en seulement un an entre 2018 et 2019, avec une hausse significative du taux de scolarisation dans les zones les plus marginalisées.
- 5500 enseignantes et enseignants du préscolaire ont été formés pour soutenir l'éducation de la petite enfance, et des kits d'enseignement et de matériel pédagogique ont été élaborés pour enseigner les sciences.
- 400 écoles ont été construites avec des salles de classes préscolaires entre 2015 et 2018, en donnant la priorité aux régions éloignées pour permettre aux enfants vulnérables de disposer d'écoles à proximité de leur domicile.
- Le Rwanda a été le premier pays à bénéficier du financement du fonds d'urgence du PME face au COVID-19 pour un montant de 10 millions de dollars, afin de permettre la poursuite de l'enseignement même en temps de confinement national. Le Rwanda a ainsi pu encourager l'apprentissage à distance à travers des moyens de communication tels que les téléphones portables, la télévision, la radio ou encore Youtube. Les écoles ont envoyé gratuitement aux parents des SMS contenant des informations et des rappels sur les horaires de classe de leurs enfants et ont mis en place une ligne d'assistance téléphonique pour les parents et les élèves.

Un investissement aligné sur les priorités françaises

- **Concrétiser la priorité affichée pour l'éducation de la politique française de développement.** La France affiche de plus en plus son leadership en faveur de l'accès à une éducation de qualité, notamment pour les filles. En 2018, la France et le Sénégal avaient co-présidé la reconstitution du PME. L'éducation fait partie des priorités thématiques de l'aide française : dans la loi sur le développement en cours de discussion au Parlement¹⁶, elle est mentionnée comme un bien public mondial à protéger et comme un levier pour la réalisation des droits de l'enfant. Une contribution française juste au PME est donc à la fois un moyen efficace de concrétiser les intentions soutenues dans la loi française, mais aussi de mettre à profit la hausse d'APD pour améliorer l'accès à une éducation de qualité dans le monde.

- **Concrétiser la priorité française pour le traitement des crises et des fragilités.** Investir dans l'action du PME est aussi aligné avec la décision française de "redoubler d'efforts pour traiter les causes profondes des crises et des fragilités"¹⁷. Le manque d'accès à une éducation inclusive et de qualité est en effet un facteur de fragilités. Les pays aux capacités étatiques insuffisantes et dont les opportunités pour la jeunesse sont limitées sont des terrains propices à la montée des extrémismes¹⁸. A l'inverse, des recherches ont montré que l'APD affectée à l'éducation et la prévention des conflits tend à réduire le terrorisme. Même constat pour l'égalité de genre en matière éducative : quand les filles et les garçons profitent d'un égal accès à l'éducation, les probabilités de violences et de conflits baissent de 37%¹⁹. Or le PME concentre fortement son action sur les pays affectés par des fragilités en zone de conflits : en 2019, il dirigeait 76 % de ses fonds vers ces pays. Depuis sa création en 2002, 70 % des enfants vivant en zone de conflits et de crise ont pu terminer leur scolarité²⁰.



- **Renforcer le ciblage des pays prioritaires de l'APD française.** La France a défini une liste de 19 pays parmi les plus pauvres du monde²¹ comme "pays prioritaires" de son aide. Pourtant l'aide française souffre encore d'une forte dispersion géographique : l'ensemble de ces 19 pays ne reçoit que 15% de l'aide française, un montant bien insuffisant pour retranscrire cette volonté de priorisation. Or le PME déploie ses activités avec une forte

focale africaine : les 19 pays prioritaires de l'aide française font tous partie de ses pays partenaires, dont notamment les Etats du Sahel. Investir dans le PME contribuerait à renforcer la priorisation géographique de l'aide française.

- **Contribuer à l'égalité entre les femmes et les hommes, grande cause du quinquennat d'Emmanuel Macron.** Le genre représente un déterminant central des inégalités en matière d'accès à une éducation de qualité. Avant même la pandémie de COVID-19, le taux d'alphabétisation des jeunes filles dans les pays à faible revenu n'était que de 53%, contre 76% pour les garçons²². Le PME dispose d'une expérience solide pour aider les gouvernements partenaires à éliminer les obstacles liés aux inégalités de genre : il soutient des solutions qui favorisent le changement à grande échelle, par exemple en finançant des écoles accessibles, sûres et saines dans les zones rurales, en recrutant et en promouvant des enseignantes pour servir de modèles, et en engageant les communautés à travers de vastes campagnes de sensibilisation. Depuis 2002, le PME a aidé ses pays partenaires à scolariser 82 millions de filles supplémentaires, et près des trois quarts des pays partenaires ont atteint la parité dans les taux d'achèvement de la scolarité. C'est aujourd'hui un phénomène connu et documenté : l'éducation des filles dépasse l'impact individuel et a une véritable portée collective sur les familles et les communautés. L'éducation des filles est essentielle pour leur autonomie économique, mais aussi pour lutter contre les mariages et les grossesses précoces, ainsi que la mortalité infantile²³. Garantir douze années d'une éducation de qualité pour chaque fille augmenterait les revenus de 30 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale²⁴, et pourrait même entraîner une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre de 51,48 gigatonnes d'ici 2050²⁵. Suite aux confinements liés au COVID-19, les filles risquent d'être bien plus touchées par le décrochage scolaire, et l'action du PME peut leur permettre de reprendre le chemin de l'école.



Références

- 1 ONE, 2021, *Réécrire l'avenir de 70 millions d'enfants*, <https://www.one.org/fr/policy/reecrire-lavenir-de-70-millions-denfants/>
- 2 Malala Fund, 2020, *Girls' Education and COVID-19*, https://downloads.ctfassets.net/Ooan5gk9rgbh/6TMYLYAcUpjhQpXLDgmdla/3e1c12d8d827985ef2b4e815a3a6da1f/COVID19_GirlsEducation_corrected_071420.pdf
- 3 Lors de la dernière reconstitution du PME, co-présidée par la France et le Sénégal, la contribution française était passée de 9 millions à 200 millions d'euros sur 3 ans. La demande d'une contribution française à hauteur de 500 millions d'euros pour la prochaine période s'explique notamment par le fait que la reconstitution du PME est passée d'une période triennale à cinq ans.
- 4 Calcul effectué par ONE sur la base de la part d'une contribution française de 500 millions d'euros (soit 587 170 230,39 dollars selon le taux de conversion enregistré au 1er avril 2021).
- 5 Banque mondiale, 2019, *Ending Learning Poverty: What will it take?*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32553?locale-attribute=fr>
- 6 Brookings, 2020, *Learning Losses due to COVID-19 Could Add Up to \$10 Trillion*, <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/07/30/learning-losses-due-to-covid-19-could-add-up-to-10-trillion/>
- 7 L'ODD 4 vise à "assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie".
- 8 Institut de statistique de l'UNESCO, 2017, *Réduire la pauvreté dans le monde à travers l'enseignement primaire et secondaire universel*, https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000250392_fre
- 9 Banque mondiale, 2020, *The impact of the COVID-19 pandemic on education financing*, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/479041589318526060/pdf/The-Impact-of-the-COVID-19-Pandemic-on-Education-Financing.pdf>
- 10 Partenariat mondial pour l'éducation, 2020, *Rapport sur les résultats 2020*, <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/docs/results-report-2020/2020-09-GPE-rapport-sur-les-resultats-2020.pdf>
- 11 Partenariat mondial pour l'éducation, 2020, *Lève la main : Un plaidoyer pour l'investissement*, <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-10-GPE-plaidoyer-pour-investissement-4.pdf>
- 12 Au Kenya par exemple, le PME a aidé à réformer le système d'approvisionnement en manuels scolaires, permettant ainsi au pays de réaliser une économie de 70% sur les coûts d'achat et de distribution de ces manuels. Le Kenya a ainsi pu atteindre en deux ans son objectif de fournir un manuel pour chaque élève.
- 13 Lancé en 2018, ce fonds active la mobilisation financière de divers partenaires du développement, notamment des banques de développement régionales et multilatérales, des donateurs bilatéraux et des fondations philanthropiques. Cela permet par exemple de faire baisser les taux d'intérêt sur les prêts concessionnels contractés auprès de banques multilatérales de développement ou de donateurs bilatéraux, ou encore de mobiliser d'autres sources non traditionnelles de financement du développement comme les capitaux privés. Depuis 2018, le PME a alloué près de 330 millions de dollars de financements à 32 pays éligibles à travers le fonds à effet multiplicateur, permettant ensuite à ces pays de mobiliser plus de 1,5 milliard de dollars de cofinancement supplémentaire auprès d'autres partenaires.
- 14 Partenariat mondial pour l'éducation, *Le fonds à effet multiplicateur du GPE*, <https://www.globalpartnership.org/fr/funding/gpe-multiplier>
- 15 Partenariat mondial pour l'éducation, 2020, *Rwanda : Réaliser des progrès en matière d'équité et d'inclusion*, <https://www.globalpartnership.org/fr/results/stories-of-change/rwanda-realiser-des-progres-en-matiere-dequite-et-dinclusion>
- 16 Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, adopté par l'Assemblée nationale et enregistré à la présidence du Sénat le 3 mars 2021, <http://www.senat.fr/leg/pjl20-404.html>
- 17 Idem.
- 18 Le Programme des Nations Unies pour le développement a constaté que parmi les principaux facteurs d'enrôlement par des organisations extrémistes figurait un faible niveau d'éducation de qualité pendant l'enfance. PNUD, 2017, *Journey to Extremism in Africa*, <http://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDPJourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>
- 19 Education Cannot Wait, 2019, *A Call for Action: A Case for Investment in Quality Education in Crisis*, <https://www.educationcannotwait.org/downloads/advocacy-and-comms/>
- 20 Partenariat mondial pour l'éducation, 2020, *Lève la main : Un plaidoyer pour l'investissement*, <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-10-GPE-plaidoyer-pour-investissement-4.pdf>
- 21 Bénin - Burkina Faso - Burundi - Comores - Djibouti - Ethiopie - Gambie - Guinée - Haïti - Liberia - Madagascar - Mali - Mauritanie - Niger - République centrafricaine - République démocratique du Congo - Sénégal - Tchad - Togo. Liste citée en annexe des conclusions du CICID de 2018 : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/releve_de_conclusions_du_comite_interministeriel_de_cooperation_internationale_et_du_developpement_-_08.02.2018_cle4ea6e2-2.pdf
- 22 World Inequality Database On Education, consulté le 17 novembre 2020, <https://www.education-inequalities.org/>
- 23 UNESCO, 2017, *L'éducation est essentielle pour prévenir les grossesses adolescentes*, http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/education_critical_in_preventing_adolescent_pregnancy/
- 24 Banque mondiale, 2018, *Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29956?locale-attribute=en>
- 25 Their World, 2020, *Education and Climate Change*, <https://key.theirworld.org/resources/climate-change>